

LA JEUNE DROITE FRANÇAISE. ANTI-DEMOCRATIE, CORPORATISME ET FASCISME

Olivier Dard

La Jeune Droite française a assurément toute sa place dans une réflexion collective consacrée aux généralogies de l'anti-démocratie dans la crise européenne des années trente. Elle épouse en particulier des questionnements liés aux thématiques du corporatisme et du fascisme qu'il s'agira cependant de définir en regard de la Jeune Droite de la France des années trente.

Qu'en est-il de cette dernière qui se rapporte communément à un ensemble d'intellectuels dont on mentionnera, pour l'heure, Jean-Pierre Maxence, Jean de Fabrègues, Robert Brasillach, Thierry Maulnier. Outre leur âge, assez proche, ils ont comme point commun d'avoir été marqués par le catholicisme et le maurassisme, qu'ils aient été ou non membres de l'Action française. Outre leurs essais personnels et leur participation à la grande presse, ils écrivent dans de nombreuses revues qui s'échelonnent tout au long de la décennie, de «Réaction» et la «Revue française» à la «Revue du siècle» jusqu'à «Combat» et «Civilisation». Moins diffusés que les grands journaux et périodiques, ces organes sont une source décisive pour comprendre ce qu'est cette Jeune Droite qui, depuis la fin des années 1960, a suscité une historiographie abondante.

Elle débute en 1969 avec l'ouvrage de Jean-Louis Loubet del Bayle, intitulé *Les non-conformistes des années 30*¹. Issu du courant d'études impulsé par Jean Touchard sur «l'esprit des années trente», Loubet del Bayle a isolé dans une thèse de doctorat qui a fait date trois groupes bien déterminés chez ces «non-conformistes». Celui de la Jeune Droite, déjà mentionné; l'Ordre nouveau, en référence au mouvement et à la revue éponymes et qui est dominé par les figures de Robert Aron et d'Arnaud Dandieu, mais

¹ J.-L. Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique* (1969), Paris, Seuil, 2001; A. Cohen, *De Vichy à la communauté européenne*, Paris, Puf, 2012.

aussi d'Alexandre Marc et de Denis de Rougemont, la revue «*Esprit*» et les groupes gravitant autour du mensuel. Mettant en relief aussi bien certaines convergences que les oppositions qui les divisent, Loubet del Bayle insiste cependant sur le «renouvellement de la pensée politique» dont elles sont porteuses et insiste sur le fait qu'il est le produit de la crise des années trente. Depuis lors, de nombreuses monographies ont été publiées² et un ouvrage issu d'une thèse doctorale a même été publié sur la Jeune Droite³. Sans qu'il s'agisse de remettre en cause l'intérêt d'un travail pionnier, ces postulats ont pu être discutés tant sur le plan de la chronologie adoptée pour comprendre les renouvellements à l'œuvre dans la France de l'entre-deux-guerres que sur celui de l'éventail des mouvements analysés.

Il s'agit d'abord de s'interroger quant au point de savoir si le renouvellement est le produit de la crise des années trente ou s'il ne l'a précédé pas. Cette question invite à revisiter la sortie de guerre et les années vingt. Il s'avère à cet égard que le milieu des années vingt, notamment les années 1926-1927, a depuis longtemps été identifié comme une rupture et un impossible retour à «l'âge d'or»⁴ dans des milieux de jeunes gens éloignés des «non-conformistes», à savoir les jeunes radicaux connus pour une partie d'entre eux sous le nom de «jeunes turcs» et qui ont eu, après l'échec du Cartel des gauches, comme ambition de régénérer la Troisième République. Emergent de cette mouvance des figures comme Bertrand de Jouvenel, le futur conteur *Du Pouvoir*⁵ ou Jean Luchaire, le maître d'œuvre du journal «*Notre temps*» qui a brossé un portrait de groupe dans un ouvrage de 1929 intitulé *Une génération réaliste* et dont le parcours aujourd'hui est très bien balisé⁶. Mais le questionnement sur les tendances républicaines a invité d'autres chercheurs à remontrer en amont des années trente pour interroger les antécédents de quelques-uns des «non-conformistes» étudiés par Loubet del Bayle et poser, de leur côté, la question d'un «esprit des années vingt». Il s'avère à lire les travaux sur le sujet que la piste est féconde

² En particulier V. Auzépy-Chavagnac, *Jean de Fabrèges et la Jeune Droite catholique. Aux sources de la Révolution nationale*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2002.

³ N. Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite (1929-1942). Une révolution conservatrice à la française*, préface de J.-L. Loubet del Bayle, Paris, L'Harmattan, 2001.

⁴ S. Berstein, *Histoire du parti radical. La recherche de l'âge d'or, 1919-1926*, tome I, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1980.

⁵ O. Dard, *Bertrand de Jouvenel*, Paris, Perrin, 2008.

⁶ J.-R. Maillot, *Jean Luchaire et la revue *Notre Temps* (1927-1940)*, préface d'O. Dard, Berne, Peter Lang, 2013.

et que dans le même temps où des jeunes intellectuels radicalisants s'interrogent sur les limites d'un «modèle républicain» jugé indépassable par leurs aînés, de jeunes catholiques, nourris en particulier de références au néo-thomisme du premier Maritain et à Péguy pointent les limites du monde moderne et font le procès des «années folles» qui se traduisent en France à la fin des années 1920 par des taux de croissance comparables à ceux des futures «trente glorieuses»⁷. Tous ces jeunes intellectuels catholiques, quoique distanciés de l'Action catholique ne se retrouvent pas sur des positions «Jeune Droite». Il n'en demeure pas moins que chez des hommes comme Fabrègues et Maxence, le point de départ se situe bien là et non dans le sillage de la crise des années trente.

L'importance reconnue par l'historiographie à la seconde moitié des années vingt et la mise en évidence que se développaient dans différents horizons idéologiques des tentatives de renouvellement marquées d'un sceau générationnel (notion de génération brandie par les acteurs eux-mêmes) il est apparu nécessaire de se demander si les «non-conformistes» des années 30 n'étaient pas au fond que la partie d'un tout. C'est ce qui avait motivé notre recherche sur les relèves des années trente que nous avons entrepris d'appréhender sur un mode transversal en proposant une clé de lecture délimitant deux sous-ensembles en interaction. A savoir les «spiritualistes» qui recouvrent assez largement les trois entités identifiées par Loubet del Bayle, dont la Jeune Droite. En face d'eux, on trouve les «réalistes» qui ne sont pas seulement les amis de Luchaire mais agrègent de nombreuses figures de jeunes «techniciens» réunis dans des revues comme *l'état moderne* et largement publiés dans la librairie Valois, du nom de l'ancien dirigeant de l'Action française, Georges Valois, chantre du corporatisme et de l'«économie nouvelle», devenu le premier fasciste français après sa rupture avec Maurras en 1925-26 puis le promoteur de ce qu'il appelle à partir de 1928 les «jeunes équipes» dont il publie tous les bons auteurs dans sa librairie éponyme⁸. A la fin des années vingt, démocratie nouvelle,

⁷ R.F. Kuisel, *Le capitalisme et l'Etat en France. Modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1981.

⁸ Sur Valois, outre les biographies d'Yves Guchet, *Georges Valois. l'Action française, le Faisceau, la République syndicale*, Paris, L'Harmattan, 2001 (1^{ère} éd., Albatros, 1975) et d'Allen Douglas, *From Fascism to Libertarian Communism: Georges Valois against the Third Republic*, Berkeley-Los Angeles-Oxford, University of California Press, 1992. Voir également O. Dard, dir., *Georges Valois, itinéraire et réceptions*, Berne, Peter Lang, 2011, qui s'attache aux réceptions de Valois à l'étranger, notamment en Italie et le récit de Valois lui-même

modernisation, rationalisation, européisme, sont les mots d'ordre de ces «réalistes» qui pensent avoir le futur pour eux jusqu'à ce que la crise des années trente brise leur élan et confère aux critiques spiritualistes et notamment à celles de la Jeune Droite contre l'Amérique, la rationalisation industrielle et le capitalisme financier une audience supérieure à ce qu'elle était à la fin des années vingt⁹. L'essentiel est de souligner ici que la crise et ses conséquences agissent moins comme la création de discours nouveaux (ou du moins pas seulement) que comme un chassé-croisé qui voit les thèses «réalistes» passer d'un mode majeur à un mode mineur tandis que les mises en garde «spiritualistes» semblent confirmées par l'implacabilité des faits. C'est à l'évidence ce que donne à lire la prose des «spiritualistes» et notamment celle de la Jeune Droite qui s'est construite et développée au tournant des années trente contre l'adversaire «réaliste». Un «réalisme» dont l'épicentre se situe dans la mouvance radicale, mais qui, quand on y regarde de près, dessine un arc de cercle allant d'éléments du centre-droit tardieu à des modernisateurs et rationalisateurs des socialistes SFIO en passant par des franges de la démocratie-chrétienne.

L'histoire de la Jeune Droite, quoique marquée par cette controverse, ne saurait s'y limiter dans la mesure où, prégnante de la fin des années vingt au début des années trente, elle perd en acuité par la suite, à l'heure de l'émeute du 6 février 1934, de la perspective du Front populaire et des bouleversements internationaux qui s'annoncent, marqués notamment par la crise du libéralisme et les alternatives qui lui sont opposées (notamment le corporatisme) ainsi que par la polarisation fascisme/communisme. La Jeune Droite est évidemment partie prenante de ce tourbillon qui invite à s'interroger sur les limites d'une approche hexagonale pour la saisir. On sait toute l'importance qu'a pu avoir l'influence de l'Action française à l'étranger et certains mécanismes de transferts qui ont pu s'observer entre la maison mère et nombreux mouvements ou de publications en Europe, de la Belgique à la Roumanie en passant par l'Espagne, le Portugal, la Suisse et l'Italie¹⁰. Les années trente prolongent ce processus et invitent à consi-

qui a relaté sa rupture avec l'Action française, son adhésion au fascisme et son retour à la République: G. Valois, *L'homme contre l'argent*, édition présentée par O. Dard, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012 (la première édition parut en 1928 à la librairie Valois).

⁹ O. Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, Paris, Puf, 2002.

¹⁰ O. Dard, M. Grunewald, dir., *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Bern, Peter Lang, 2009.

dérer la Jeune Droite dans une perspective européenne à travers un prisme générationnel¹¹ et dans sa relation à l'idée d'une «Révolution conservatrice» européenne dont elle serait, à lire Nicolas Kessler le versant français. Mais il faut également interroger cette Jeune Droite quant à sa relation avec le corporatisme et avec le fascisme. Non pas seulement pour revenir ici sur la question lancinante des critères définissant un «fascisme français» mais pour pointer les analyses et les relations effectives qu'une partie d'entre elle, mais une partie seulement, a pu nouer et de façon approfondie avec des personnalités et des mouvements liés aux fascismes européens de l'entre-deux-guerres tandis que d'autres regardaient avec intérêt du côté de l'E-stado novo portugais et de son modèle économique et social corporatiste¹². Comme tout objet historique la Jeune Droite pour être saisie a besoin d'être appréhendée chronologiquement. C'est donc autour de trois temps forts que se décline cet article. Il conviendra d'abord d'insister sur l'importance des années vingt comme moment fondateur. Puis, dans un second temps nous montrerons comment les débuts de la crise des années trente mettent la Jeune Droite sur orbite. Enfin, nous évoquerons la question des relations de cette Jeune Droite au corporatisme et au fascisme pour montrer comment ces derniers la questionnent tout en provoquant en son sein des reconfigurations importantes.

1. *Origines: la «Jeune Droite catholique» des années vingt.* La question des origines est toujours délicate et l'histoire de la Jeune Droite n'y échappe pas. En effet, c'est en 1926 et sous la plume de Drieu La Rochelle qu'apparaît l'expression «Jeune Droite». Le sens que lui confère le futur théoricien du fascisme français le montre à l'évidence très éloigné de ce qu'il a écrit en 1934 dans *Socialisme fasciste*. Surtout, cette Jeune Droite vantée par Drieu est jugée tout à fait compatible avec l'arc de cercle «réaliste» qu'entreprend de construire Luchaire¹³. C'est donc logiquement que le texte de Drieu a été repris, avec d'autres documents émanant d'auteurs de sensibilités différentes dans *Une génération réaliste* tandis que Drieu a ensuite signé le *Manifeste de Notre temps contre les excès du nationalisme, pour l'Europe*

¹¹ O. Dard, *Existe-t-il une «Jeune Droite» dans l'Europe des années trente?*, in O. Dard, E. Deschamps, dir., *Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre. Racines, réseaux, projets et postérités*, Bruxelles, Pie Peter Lang, 2005, pp. 21-52.

¹² O. Dard, A.I. Sardinha-Desvignes, *Célébrer Salazar en France (1930-1974). Du philosalazarisme au salazarisme français*, Bruxelles, Peter Lang, 2018.

¹³ Maillot, *Jean Luchaire et la revue Notre Temps*, cit., pp. 74-75.

et pour l'*entente franco-allemande* paru le 18 janvier 1931. Un texte qui en suscite un autre, le *Manifeste des jeunes intellectuels «mobilisables» contre la démission de la France*, publié dans la «Revue française» après avoir été approuvé par Maurras¹⁴ et qui traduit la première manifestation unitaire de la Jeune Droite des années trente.

Si Drieu était un porte-parole isolé d'une Jeune Droite «réaliste» qui n'a pas eu de postérité dans la nébuleuse des relèves de l'entre-deux-guerres, la Jeune Droite catholique des années vingt parle à plusieurs voix. A lire Véronique Chavagnac, «La Gazette française», fondée en mai 1924 par Amédée d'Yvignac serait essentielle «à la fois comme lieu de rencontre des jeunes intellectuels catholiques des années 20 et comme matrice d'une Jeune Droite catholique»¹⁵. On est ici au carrefour du nationalisme et du catholicisme incarné par l'Action française, symbole du «parti de l'intelligence», en référence au manifeste éponyme qu'a rédigé et fait signer Henri Massis en 1919. Autour d'une double référence à Jacques Maritain et à Charles Maurras et encadrés par des aînés, dont Henri Massis, qui codirige avec le premier la célèbre collection du Roseau d'Or et Georges Bernanos s'y croisent des figures majeures de la future Jeune Droite des années trente: les frères Godmé (Jean-Pierre Maxence et Robert Francis), Fabrègues ou encore le futur théoricien du corporatisme agricole Louis Salleron. Ces hommes s'inscrivent cependant dans un contexte et avec des marqueurs différents de ceux que l'on observe quelques années plus tard. Le premier relève de l'héritage et se traduit par une célébration d'intellectuels morts au combat pendant le premier conflit mondial et parmi lesquels on retiendra Ernest Pschiari, Léon de Montesquiou et Charles Péguy. Un second tient à la référence régulière au Moyen Age sublimé et considéré comme l'âge d'or d'un catholicisme qui n'aurait pas été altéré par la modernité et celui d'une société heureusement ordonnée autour des ordres chevaleresques et monastiques et d'un système corporatif présenté comme le gage d'une harmonie sociale et de l'expression du bien commun.

La condamnation de l'Af en décembre 1926 redéfinit les cartes. Les voies se séparent entre Maritain qui après avoir marqué sa soumission à Rome publie en 1927 *Primaute du spirituel* tandis que Massis reste dans le giron maurassien. La Jeune Droite suit le second, auteur en 1927 de son essai

¹⁴ J.-P. Maxence, *Histoire de dix ans, 1927-1937*, Paris, Gallimard, 1939, p. 170.

¹⁵ V. Chavagnac, *Les écrivains catholiques et l'esprit des années 20*, in P. Colin, dir., *Intellectuels chrétiens et esprit des années 1920*, Paris, Les Éditions du Cerf, 1997, p. 39.

fameux, *Défense de l'Occident*¹⁶. Dans son *Histoire de dix ans*, Maxence a insisté sur l'importance de ce livre dont on peut retenir aussi qu'il est une première condamnation du «réalisme» naissant lorsqu'il déplore de voir l'Europe regorger de «techniciens soit-disant réalistes»¹⁷. Divisant les aînés, la condamnation de l'AF a également brisé l'unité des cadets et conduit à l'éclatement de la Jeune Droite catholique réunie autour de «La Gazette française». Il s'agit dorénavant de choisir entre la primauté de la religion et celle de la politique. C'est la seconde qui définit la Jeune Droite des années trente au terme d'un processus de plusieurs années qui se traduit par la désagrégation de «La Gazette française» et l'avènement de nouvelles publications.

On retiendra l'importance des «Cahiers de Littérature, d'Art et de Philosophie» lancés par Maxence en 1928. La référence à Péguy et à l'héritage des «Cahiers de la Quinzaine» est revendiquée. Notons également que le mot de «politique» n'apparaît pas dans le texte de présentation de 1928. Tout change l'année suivante à cause des prises de position de Maxence dans la querelle des dettes interalliées dissociant le remboursement des réparations dues par l'Allemagne à la France et réaménagées par le plan Young du paiement par la France de ses dettes de guerre aux Etats-Unis. Cette affaire est essentielle dans la France de l'été 1929. Il s'agit de prendre position sur la ratification du traité les concernant, ratification à laquelle Maxence, rejoignant ici les positions de l'Action française, est violemment hostile. Maxence participe alors à ses premières réunions publiques, expérience riche de plusieurs enseignements. Le premier concerne une empreinte maurrassienne forte en matière de vision des relations internationales, notamment franco-allemandes. Le second renvoie à l'antiaméricanisme, un des éléments phares des relèves jeunes-droitières et plus largement spiritualistes si on songe aux textes publiés par les membres de l'Ordre nouveau, du célèbre «péril Ford» de Denis de Rougemont à l'essai bien connu de Robert Aron et d'Arnaud Dandieu, *Le cancer américain* très bien reçu par la Jeune Droite et notamment Thierry Maulnier qui le commente dans son essai *La crise est dans l'homme*¹⁸. De son côté, Maxence

¹⁶ O. Dard, *Henri Massis et la Défense de l'Occident*, in *Droit, politique et littérature. Mélanges en l'honneur du professeur Yves Guchet*, éd. par P. Morvan, Bruxelles, Bruylant, 2008, pp. 365-387.

¹⁷ H. Massis, *Défense de l'Occident*, Paris, Plon, 1927, p. 266.

¹⁸ Sur cet ouvrage et sa réception, O. Dard, *Le cancer américain: un titre phare de l'antiaméricanisme de l'entre-deux-guerres*, in O. Dard, H.-J. Lüsebrink, éds., *Américanisations*

dénonce dans l'américanisme tout à la fois la politique extérieure des Etats-Unis mais aussi une vision du monde dominée par le culte du matérialisme et de la technique ce qui le conduit à faire le procès de la rationalisation, de la machine et du taylorisme. «Les bureaux ont vaincu les hommes» proclame-t-il en faisant le procès de l'Amérique et de ses soutiens en France, les «réalistes» qui incarnent à ses yeux «l'Amérique intérieure»¹⁹.

Jean de Fabrègues, autre figure majeure de la Jeune Droite catholique des années vingt, raidit pour sa part son engagement maurrassien après la condamnation de l'Af. Il prononce ainsi le 4 février 1927 sa première conférence à la très maurassienne Union des corporations françaises où plane l'ombre de La Tour du Pin. Le jeune étudiant en fut un lecteur et un adepte précoce, lui marquant son admiration dès 1925 lorsqu'il écrit dans «La Gazette française» sous le pseudonyme de Guy de Montferrand²⁰. En 1927 il confirme son attachement aux doctrines corporatives à l'heure où il s'apprête à préparer un mémoire de recherche en philosophie sur «La notion de juste valeur chez Saint Thomas d'Aquin». A ce moment, Fabrègues cherche encore un équilibre entre Maritain et Massis. Lorsqu'il lui faut choisir, c'est vers ce dernier qu'il se tourne, en s'appuyant également sur Georges Bernanos. A son retour du service militaire, Fabrègues s'engage encore plus directement dans l'orbite maurassienne. Il écrit ses premiers articles dans «L'Action française» où, comme Maxence, il dénonce l'Amérique et devient surtout, en février 1930, le secrétaire de Maurras. L'expérience est brève et marque profondément le jeune homme de 24 ans qui lance dès avril 1930 sa première revue, «Réaction». Une initiative qui croise une autre entreprise, menée de son côté par Maxence auquel a été confiée la mission de rénover la «Revue française» et pour lequel il va solliciter de très jeunes pousses maurassiennes appelées à jouer un rôle de premier plan, à savoir les normaliens Robert Brasillach et Jacques Talagrand, le futur Thierry Maulnier qui ont également repris en main après le départ de Fabrègues l'«Etudiant français», l'organe des étudiants d'Af.

Ce tournant des années trente peut être vu comme une charnière dans l'histoire de la Jeune Droite française. Le *Manifeste de Réaction*, du nom de la revue éponyme et publié dans son premier numéro, est un sur ce point

et antiaméricanismes comparés, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2008, pp. 121-141.

¹⁹ J. Maxence, *Les menaces de la rentrée, octobre 1929-octobre 1930*, in «Les Cahiers», III^e série, novembre 1930, n° 1.

²⁰ Auzépy-Chavagnac, *Jean de Fabrègues et la Jeune Droite catholique*, cit., p. 84.

un document de première importance. Jean-Louis Loubet del Bayle, qui le reproduit opportunément en annexe de son ouvrage en fait un texte phare de «l'esprit des années trente». On peut cependant le lire comme le point d'aboutissement et de cristallisation de réflexions de cette Jeune Droite des années vingt dont il a été question. A l'appui de cette interprétation, on se référera au contexte de son élaboration qui laisse apparaître que le texte, publié en avril 1930, existait déjà presqu'en l'état après une relecture par Bernanos au début de 1929. Mais c'est surtout le contenu, à commencer par le vocabulaire employé, qui donnent la mesure de cette empreinte. On y retrouve en effet l'importance conférée à «l'intelligence» (qui renvoie au *Manifeste* de 1919 patronné par Massis), à la «crise du monde moderne» (écho d'un célèbre essai de René Guénon) au «Nouveau Moyen Age» (cher à Berdiaev) ou encore à la dénonciation de la «liturgie de la machine». En résumé des références qui fleurent bon le langage des maurrassiens de «La Gazette française» ou du *Roseau d'Or*. La liste des 19 signataires est également instructive puisque pour l'essentiel ce sont des figures inconnues hors des milieux d'AF et qui ont, pour les deux tiers d'entre elles, moins de 25 ans et un tiers entre 30 et 40 ans. Plus de la moitié des signataires n'ont par ailleurs jamais écrit dans la revue «Réaction» qui s'ouvre à toute la jeune garde maurassienne de l'*«Etudiant français»*, aux futurs ténors de l'*«Ordre nouveau»* et à certaines plumes emblématiques (Bernanos). Il y a donc bien un passage de témoin. Il se repère aussi à la «Revue française», qui amorce à l'automne 1930 une mutation importante. Revue bien-pensante à la clientèle d'abonnés provinciaux, la «Revue française» voit ses thématiques et sa rédaction bouleversée en quelques mois. Surtout, c'est dans ses colonnes que paraît en janvier 1931 le *Manifeste des jeunes intellectuels «mobilisables» contre la démission de la France*. Véritable acte de naissance de la Jeune Droite des années trente dressé contre les «réalistes» de «Notre temps», il compte 202 signatures où cohabitent jeunes écrivains et artistes mais aussi étudiants des grandes écoles comme des facultés parisiennes. Parmi eux, on compte la plupart des signataires du *Manifeste* de «Réaction», des collaborateurs des «Cahiers» ou de l'*«Etudiant français»*.

2. *La Jeune Droite sur orbite.* Au tournant de 1930-31, il existe une Jeune Droite en pleine maturation. Et ce, dans les deux sens du terme. En premier lieu, du fait de l'âge des protagonistes concernés qui, face à la «génération réaliste» incarnée par Luchaire et ses amis n'entend nullement lui laisser le monopole du vocabule. Mais parler au nom de sa «génération» impose d'avoir

pris ses distances par rapport aux aînés. Le rapport à Maurras et à l’Action française est ici essentiel. Une lecture sommaire pourrait assimiler cette Jeune Droite au maurrassisme et considérer que c’est le chef de l’Action française qui en est le «maître» de référence. Les choses doivent être précisées en soulignant que si la pensée de Maurras est présente dans l’univers intellectuel de la Jeune Droite, elle n’en est pas la seule composante. Pour le dire autrement, les revues jeunes droitières ne sont pas le décalque de «L’Action française» quotidienne ou de la «Revue universelle» même si certaines de leurs plumes y écrivent très régulièrement: n’oublions pas que ces jeunes gens sont des professionnels de l’écriture et qu’ils en vivent. Pour autant, il y a une empreinte maurrassienne incontestable sur nombre de ses figures qui sont encore maurassiens (pour les plus jeunes), l’ont été (Fabrègues) ou qui, sans l’avoir été, en ont subi la «morsure» pour reprendre une formule de Maxence. Mais pour être une Jeune Droite et peser dans leur génération, ces jeunes gens ne sauraient inscrire leur engagement directement ou même à l’abri d’une Action française dont on rappellera qu’elle a largement subi les conséquences de la condamnation de 1926; et ce y compris dans le milieu étudiant où elle concurrencée par les Phalanges universitaires des Jeunesses patriotes de Roger de Saivre. Rappelons aussi que ses dirigeants sont vieillissants: Maurras, né en 1868, est âgé alors de plus de 60 ans quand les figures de proue de la Jeune Droite ont vu le jour autour de 1905 et leurs cadets après 1910, à l’instar du corporatiste Jean Saillenfest présent de «Réaction» à «Combat» (Saillenfest est né en 1912). Où positionner cependant ces jeunes gens? Toute leur difficulté est là. L’Action française n’est plus, au plan militant, un horizon jugé crédible (ce qui a motivé le départ de Fabrègues). Il n’est pas pour l’heure question de rejoindre d’autres ligues, les Jeunesses Patriotes de Pierre Taittinger ayant soutenu Tardieu dans l’affaire des dettes interalliées. Enfin, il est inimaginable pour la Jeune Droite d’accoster sur les rivages d’une droite gouvernementale symbolisée par le nom d’André Tardieu dont le discours modernisateur et technicien et la politique extérieure sont violemment dénoncés. Refusant les forces existantes, n’aspirant pas pour l’heure à en créer de nouvelles et raillant toute forme de compromis lié à l’action gouvernementale et l’assimilant à une compromission détestable la Jeune Droite sait égratigner: «C’était un camarade l’année dernière. Il votera cette année pour le gouvernement [Tardieu]» écrit Maxence à propos de Taittinger²¹.

²¹ 1930, huitième cahier de la deuxième série, avril, p. 101.

Les textes de cette Jeune Droite doivent donc être lus en tenant compte de ces différents paramètres et de sa volonté de contester, comme les autres relèves, non seulement le système en place mais aussi l'absence d'alternative. Les manifestes de «Réaction» ou des *des jeunes intellectuels «mobilisables» contre la démission de la France* sont donc davantage inspirés par le contexte de l'heure. Eu égard à Maurras, il s'agit moins pour ces jeunes gens d'entreprendre de rénover le «nationalisme intégral» que de répondre aux «réalistes» de leur génération en leur opposant comme l'écrivent les auteurs du *Manifeste* de «Réaction» le «véritable réalisme» dont une définition est proposée:

Perception de la chaîne des causes et de la hiérarchie des valeurs et des vouloirs. Il y a une voix de la réalité: c'est le passé qui nous conte la grande aventure humaine. Apprenons à son école à vivre humainement. Retournons aux sources de la vie pour guérir. Cela s'appelle réagir.

Dans la perspective d'une guérison, la nation reste au centre des préoccupations comme en atteste la suite du texte qui s'inscrit dans une perspective clairement antidémocratique: «Réaction en politique contre la décadence démocratique, fille du nombre et de la quantité. C'est sur la base certaine de la patrie, à partir de l'élément naturel de la nation que nous voulons édifier le concert spirituel où l'univers entier aura sa part». L'empreinte de Maurras est ici évidente et si la référence à la monarchie n'est pas indiquée dans ce paragraphe, on la retrouve quelques lignes plus loin lorsque la «renaissance politique» est présentée, «en France», comme devant être celle de la «monarchie sociale». Maurras lui-même est cité dans le document pour ses propos sur «l'unité humaine» qui font référence au Moyen Age chrétien: «Nous avons eu, nous avons perdu l'unité humaine»²². La tonalité du *Manifeste des jeunes intellectuels «mobilisables» contre la démission de la France* semble trancher avec le texte de «Réaction». Ainsi, s'il est bien question de la «juste fierté» qu'il y a à défendre la France, c'est parce qu'elle est «la seule nation qui puisse, entre l'impérialisme économique des Etats-Unis et l'impérialisme marxiste de Moscou, défendre et garder une notion de l'homme et un humanisme intégral sur quoi nous vivons depuis dix siècles». Le vocabulaire, plus contemporain, est différent mais l'orientation générale rejoint celle du document publié quelques mois plus

²² Ce texte est reproduit in Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30*, cit., pp. 487-489.

tôt en ce sens que le spiritualisme opposé au «réalisme» constitue bien le terreau commun de cette Jeune Droite. On soulignera ainsi l'accent mis sur les «valeurs spirituelles» et la critique frontale d'une modernité assimilée au matérialisme et incarnée par les modèles soviétique et américain renvoyés dos à dos dans un *ni-ni* qui s'inscrit dans les discours de troisième voie qui caractérisent les relèves des années trente.

On l'a souligné, ces discours dénonciateurs précèdent la crise dont les premières manifestations, hors de France, sont considérées comme autant de validations d'un diagnostic précédemment posé. Ainsi, la crise est présentée comme la confirmation d'un désastre annoncé qui ne saurait être considéré sous le seul angle de l'économie. L'occasion est donc offerte d'instruire le procès de l'Amérique et de ses soutiens, à commencer par les «réalistes» qui sont l'incarnation la plus visible de «l'Amérique intérieure». La crise est celle d'une civilisation en pleine décomposition ce qui impose une réaction pour refonder une civilisation sur des bases saines. Sur ce constat, la Jeune Droite n'est pas seule car d'autres sensibilités spiritualistes émergent parmi les relèves des années trente, à savoir l'Ordre nouveau déjà évoqué et «*Esprit*» dont le projet, qui a germé chez Emmanuel Mounier tout au long de l'année 1931, voit finalement le jour sous la forme d'une revue et d'un Manifeste lancés en octobre 1932 où l'on retrouve, combinés à un ancrage spiritualiste affiché pour «refaire la Renaissance», une dénonciation du matérialisme, de la rationalisation capitaliste et du communisme.

Si on s'en tient aux apparences, il semblerait que les positions et le vocabulaire affichés de la Jeune Droite à «*Esprit*» en passant l'Ordre nouveau dessinent un contrepoint spiritualiste qui pourrait s'apparenter à un contre-réalisme. Il n'en est pas ainsi. La nébuleuse réaliste a un projet positif et plus cohérent que ce contrepoint spiritualiste qui ne pourrait s'accorder que sur des refus ou des préoccupations partagés, à savoir la dénonciation du matérialisme, du «machinisme» et de la civilisation technicienne, l'«inquiétude» face au destin de l'homme moderne. Et ce sans oublier des références disputées comme Charles Péguy. Car à y regarder de plus près les projets des trois groupements sont éloignés les uns des autres. Le rapport à la Nation, aux relations franco-allemandes et à l'euroéisme ambiant sont autant de marqueurs de différenciations qui singularisent la Jeune Droite aussi bien vis-à-vis de l'Ordre nouveau que d'«*Esprit*».

La «révolution» est à la mode dans les années trente. Elle est même, pour reprendre une formule de Jean Touchard, un des «mots de passe» de ce temps. Pour la Jeune Droite d'alors, elle ne peut être que «nationale». Une formule

lancée par Georges Valois en 1924 du temps où il était maurrassien²³. S'il l'a désavouée depuis, la formule est reprise par la Jeune Droite qui ne fait évidemment aucune référence à un personnage considéré comme un traître et un escroc à l'Action française²⁴ mais qui reprend la formule. L'Etat nation est en effet pour elle, à ce moment là, un horizon indépassable même s'il est entendu que la nation française doit ouvrir vers l'universel. On rappellera que les deux auteurs majeurs de l'Ordre nouveau, Robert Aron et Arnaud Dandieu, ont publié en 1931 un essai intitulé *Décadence de la nation française* et qu'ils sont les défenseurs d'une approche fédéraliste qui est bien différente de celle d'une Jeune Droite marquée sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, par le corpus maurrassien et son souci décentralisateur. Car si les tenants de la Jeune Droite comme de l'Ordre nouveau sont des adversaires affichés du jacobinisme et des thuriféraires de Proudhon, leurs lectures en sont bien différentes de même que les visions d'avenir de la nation française. Le fédéralisme de l'Ordre nouveau s'inscrit par ailleurs dans une logique européiste combinée à une volonté de rapprochement franco-allemand, notamment sur le plan de la Jeunesse. Alexandre Marc participe ainsi aux rencontres bien connues du Sohlberg qui sont aussi la grande affaire des «réalistes» de «Notre temps» qui, comme Marc, soutiennent également les projets d'Europe «fédérale» de Briand, indéboulonnable ministre des affaires étrangères. Il ne saurait être question à ce moment là pour la Jeune Droite, nourrie des discours de Jacques Bainville et de Maurras sur «l'Allemagne éternelle» et élevée par les diatribes de Léon Daudet dans la détestation de Briand²⁵ de s'inscrire dans de telles perspectives. L'union des relèves est donc difficile à envisager sinon impossible même s'il existe des espaces d'échanges de confrontations à travers des épisodes comme le *Cahier de revendications* publié en décembre 1932 par la «Nouvelle Revue française» et qui fait voisiner des contributions de 13 auteurs des différentes sensibilités: la Jeune Droite est représentée par une seule plume

²³ G. Valois, *La Révolution nationale*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1924.

²⁴ Nous ne reviendrons pas ici sur les conditions du départ et de la dissidence de Valois. Nous nous contenterons de rappeler que la rupture fut violente et suivie d'un procès particulièrement houleux où il s'agissait notamment de départager les parties en présence quant aux droits sur la Nouvelle Librairie Nationale dont Valois, professionnel de l'édition, avait la haute main à l'Action française.

²⁵ Cette haine contre le «criminel» Briand est ancienne et constante. La conciliation de Briand vis-à-vis de l'Allemagne est considérée par l'Action française comme une «trahison».

(l'Ordre nouveau en compte 6 et «Esprit» 3)²⁶ Thierry Maulnier qui semble son doctrinaire le plus prometteur²⁷. Dans le texte de présentation Denis de Rougemont insiste sur la «*cause commune* de la jeunesse française»²⁸ dont ce *Cahier* permettrait d'amorcer la définition. La démarche s'inscrit dans la foulée dans le bulletin «Mouvements» qui a commencé de paraître en juin 1932 et qui ambitionne, à lire sa page de couverture, d'être l'organe «d'information sur les tendances nouvelles». De fait, tout au long du printemps 1933, on observe à travers des publications croisées dans différentes revues (en particulier le numéro de la «*Revue française*» d'avril 1933) un souci de voir se constituer un front commun des spiritualistes. Il peine cependant à se mettre en place dans la mesure où des désaccords doctrinaux sont nombreux ainsi que l'illustrent les polémiques qui se développent dans «Mouvements» au printemps et à l'été 1933 et qui ont raison de l'entreprise. Surtout, ces spiritualistes, y compris ceux de la Jeune Droite sont très mal à l'aise lorsqu'il s'agit, au-delà des refus et des généralités, de formuler un programme précis, de penser les modalités d'une action politique. Et ce à un moment (mai 1933) où les «réalistes» relèvent la tête et où, sous la houlette du député radical de Mantes Gaston Bergery, ami de Luchaire et de Jouvenel, se met en place, un mouvement connu sous le nom de Front commun qui fait de l'antifascisme son étendard. En regard, la lecture de l'article de Thierry Maulnier intitulé *Révolution ou ordre* et publié dans la «*Revue française*» en avril 1933 illustre le fossé existant entre des acteurs réellement soucieux d'action politique et de jeunes intellectuels parfaitement aptes à manier la rhétorique mais à la peine pour formuler des propositions précises et concrètes. Comme chacune des figures des relèves des années 30 Maulnier souligne l'impératif du «rajeunissement de la politique»: «jamais le mot et la chose ne se sont imposées comme aujourd'hui». Sur le papier, l'action est à l'honneur et elle «doit être nouvelle, sans précédent, parce que les évènements eux-mêmes, nouveaux et sans

²⁶ Sur cette «bizarrie du sommaire» (Michel Trebitsch) qui tient à notre sens aux vives oppositions entre des auteurs phares de la Nrf (Gide) et la critique littéraire maurassienne (Massis), nous nous permettons de renvoyer à Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, cit., pp. 156-159.

²⁷ Sur ce dernier, on renverra à la thèse de doctorat d'histoire (encore non publiée) de L. Morel, *Thierry Maulnier, de la Jeune Droite révolutionnaire à l'ordre établi?*, Lorraine, Université de Lorraine, 2013.

²⁸ D. de Rougemont, *Cahier de revendications*, in «Nouvelle Revue française», 1^{er} décembre 1932, p. 801. Les italiques figurent dans le texte original.

précédents l'imposent telle». Rien n'est cependant dit sur les modalités d'une telle action de même que n'est guère explicité le programme de cette «révolution nouvelle». Maulnier se contente en effet d'écrire que «dans la période actuelle», un «programme se définit surtout par ce qu'il rejette, et c'est par ce qu'il rejette qu'il peut faire le plus large des accords. Nous n'en sommes pas encore à une reconstruction». Dans ce registre des généralités, Maulnier n'est pas isolé. Ainsi, si on se réfère au dernier ouvrage du duo Aron/Dandieu, *La Révolution nécessaire*, paru en avril 1933, on constate un contraste saisissant entre les formules martiales de la dernière phrase de sa conclusion («Nous sommes sur la terre décisive [la France]. L'heure est venue. Allons-y²⁹») et l'absence d'indications sur les modalités revêtues par cette «Révolution nécessaire» à entreprendre. L'heure est pourtant d'importance puisque le pays est à quelques mois du déclenchement de l'affaire Stavisky qui débouche sur une très grave crise et l'émeute sanglante du 6 février 1934.

3. *La Jeune Droite en action*. Le 6 février est un moment fondamental dans l'histoire de la III^e République. Comme l'a souligné à raison Serge Bernstein, «une certaine conception de la République parlementaire, nourrie des valeurs du radicalisme traditionnel est morte ce jour là». Ajoutons que les interprétations contemporaines du 6 février sont très polarisées au plan politique. La gauche a voulu voir dans cet évènement une tentative de coup d'Etat fasciste, ce que l'historiographie a invalidé³⁰. Les droites parlementaires, violemment hostiles aux radicaux, à défaut d'avoir pu empêcher l'investiture d'Edouard Daladier à la présidence du conseil le 6 février ont enregistré avec satisfaction le 7 au matin et son remplacement par Gaston Doumergue, ancien président de la république qui a formé un cabinet d'union nationale réunissant les deux grands adversaires des élections de 1932 (remportées par les gauches): le radical Edouard Herriot et son concurrent de droite André Tardieu. L'objectif affiché est d'entreprendre une réforme de l'Etat longtemps différée. Enfin, du côté des ligues nationalistes qui comptent des morts parmi leurs rangs, l'heure est à la colère. La manchette de «L'Action française» du 7 février est sans aménité: *Après les voleurs, les assassins!*

²⁹ R. Aron, A. Dandieu, *La Révolution nécessaire* (1933), préface de N. Tenzer, Paris, Jean Michel Place, 1995, p. 277.

³⁰ S. Bernstein, *Le 6 février 1934*, Paris, Gallimard-Julliard, 1975.

Les relèves des années 30 sont, comme le reste de la société, ébranlées par les évènements de février qui suscitent différentes initiatives de rassemblement. L'une les plus emblématiques est sans doute la création par Bertrand de Jouvenel de la revue «La Lutte des Jeunes» qui ambitionne de prendre la suite de «Mouvements» et d'être le cadre où les relèves pourraient dialoguer et s'entendre, au nom de la jeunesse, pour «reconstruire la République française» ainsi que l'explique Jouvenel dans le premier numéro publié le 25 février 1934. Les espoirs de l'auteur de *L'économie dirigée* qui est alors en train de rompre avec le parti radical qu'il avait rejoint en 1928 sont rapidement douchés. Trois mois plus tard, alors que le journal commence à se structurer, un débat organisé en son sein entre Jean de Fabrègues et Georges Izard de la Troisième force tourne court et porte un coup sérieux à l'affirmation jouvenelienne d'une union automatique des jeunes. Le représentant de la Jeune Droite est sec: il commence par souligner que prime sur elle la question des idées. Or, ajoute-t-il, «nous savons bien qu'il y a certains doctrinaires avec qui nous ne nous ne réconcilierons jamais, de certains intérêts que nous combattrons toujours: si vous voulez, les loges et les conseils d'administration, ou mieux, l'Encyclopédie et les successeurs de gens qui criaient: "Enrichissez-vous!"»³¹. Si en 1932-33, la Jeune Droite ne répugnait pas à rechercher les voies d'un front commun des spiritualistes, à l'heure où la bipolarisation débouchant sur le Front populaire s'amorce, elle se retranche sur ses fondamentaux et sa critique frontale du modèle tertio-républicain tout en aspirant à l'approfondissement de sa propre démarche. Un approfondissement qui prend deux formes.

La première, très classique, est celle de la revue et qui s'incarne dans la «Revue du siècle» (à laquelle succède à partir de l'automne 1934 la «Revue du XX^e siècle») Le mot d'ordre de son maître d'œuvre, Fabrègues, est clair dès le premier numéro: «Nous ne pouvons pas reculer. Il faut prendre parti». A le lire, deux camps sont identifiés: le «communisme», le «front unique» qui représentent à ses yeux «les principes essentiellement opposés à la conception chrétienne de l'homme: matérialisme, déterminisme». En face, on trouve le camp «national» qui incarne «la défense de la famille, de l'unité nationale, des cadres sociaux naturels». Leurs représentants peuvent selon Fabrègues être largement critiqués et il s'agit de déchirer «le voile d'odieuse hypocrisie des profiteurs du bien-pensantisme». Mais c'est à leurs «troupes» qu'il s'agit de s'adresser et qu'il importe de convaincre à travers

³¹ «La Lutte des Jeunes», 20 mai 1934, p. 3.

cette nouvelle publication³². Rapportée à ses devancières, et notamment à «Réaction», on soulignera qu'elle n'en est pas le décalque. «La Revue du XX^e siècle» s'efforce de suivre le mot d'ordre de son maître d'œuvre et d'homogénéiser le discours de la Jeune Droite. En termes d'échos, on trouve des mentions de la revue dans la grande presse ce qui illustre un rayonnement dont Fabrègues s'exagère sans doute l'importance en ce sens que «La Revue du XX^e siècle» reste d'abord une revue de jeunes.

La seconde forme d'approfondissement concerne le projet doctrinal. «La Revue du XX^e siècle» y a pris toute sa part mais il faut y ajouter l'importance d'un essai emblématique publié à six mains par Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, intitulé *Demain la France* et dédicacé, par «*leurs camarades de combat*, aux morts du 6 février»³³. L'héritage de l'AF et du catholicisme social sont des marqueurs importants mais on soulignera deux éléments d'infexion importants. Le premier concerne la volonté de rénover la monarchie, grande affaire de Fabrègues et de Maulnier qui se tourne alors vers le jeune comte de Paris. Très déçu de la tournure prise par le 6 février, Henri d'Orléans est en train de prendre progressivement ses distances avec Maurras pour finalement larguer les amarres durant la seconde moitié des années trente. Aux origines de cette montée en puissance du comte de Paris, on trouve une publication, «Courrier royal», dont le premier numéro paraît le 10 décembre 1934. Au fur et à mesure, l'organe du prince se développe et se densifie en mettant l'accent beaucoup moins sur le «politique d'abord» cher à Maurras que sur la nécessité, selon les mots d'Henri d'Orléans de «rassembler les Français sur le terrain de leurs intérêts professionnels». Le «métier» est donc pour le prétendant, qui a pris la mesure de l'importance des enjeux économiques et sociaux du temps, ce qui devrait permettre aux Français de «se rassembler autour de la famille royale pour travailler ensemble à la rénovation sociale»³⁴. La logique de ce propos est de s'inscrire dans le renouveau corporatiste qui se manifeste en France au milieu des années trente. Sans être évidemment la seule sur ce créneau la Jeune Droite est en première ligne pour en animer le pôle

³² J. de Fabrègues, *A propos du «bien commun». Nécessité de s'engager*, in «La Revue du XX^e siècle», nouvelle série, novembre 1934, n° 1, pp. 38-40.

³³ Les italiques et les majuscules figurent dans le texte original. Le texte ajoute «premiers témoins de la prochaine révolution tombés sous les balles d'un régime anti-national, anti-social et inhumain».

³⁴ Déclaration du prince, in «Courrier royal», juillet 1935.

d'inspiration traditionaliste contre le pôle syndicaliste et réformateur³⁵. On ne s'étonnera donc pas de voir le corporatisme privilégié comme projet de «révolution sociale» dans *Demain la France*. Sa présentation s'inscrit dans un discours de troisième voie renvoyant dos à dos le capitalisme libéral et le marxisme, sans oublier une petite pique contre les «réalistes» qui ont à présent relevé la tête et lorgnent du côté du planisme et de la technocratie: «Système révolutionnaire par rapport à l'état social actuel, le corporatisme n'est pas plus un messianisme qu'un réformisme. Il se refuse à convier les hommes à rompre pour les siècles futurs le pain d'un bonheur sans combat. Parce que précisément il veut constituer une révolution efficace, il est une révolution sans illusion, une révolution réaliste»³⁶. Le propos s'éclaire davantage encore dans les pages suivantes où les auteurs expliquent qu'à leurs yeux le corporatisme n'est pas un «“plan”» mais un moyen de lutter contre «les deux puissantes tyrannies de la société actuelle: l'Etat et l'argent». Et ce, pour bâtir une «société organisée», entendue comme «une société pour les libertés»³⁷. Défendu par la plume dans «*Courrier royal*» qui connaît un tirage croissant et qui culmine en mai 1938 à 70.000 exemplaires et accueille les plumes corporatistes jeunes droitières majeures du temps comme Louis Salleron³⁸, ce corporatisme d'inspiration traditionaliste suscite la création de différentes organisations, en particulier les Métiers français, animés par des industriels acquis au corporatisme comme l'emblématique patron textile rémois Jacques Warnier qui est également une cheville ouvrière du Comité central d'organisation professionnelle³⁹. Important à analyser quant à ses implications économiques et sociales, le corporatisme jeune-droitier, en particulier lorsqu'il est présenté par Maulnier, est également essentiel quant au message politique qu'il sous-tend. La monarchie entendue par Maulnier se veut un antidote à la tentation fasciste qui taraude une partie de la Jeune Droite marquée par les évènements du 6 février et par l'absence de

³⁵ O. Dard, *Le corporatisme entre traditionalistes et modernisateurs: des groupements aux cercles du pouvoir*, in D. Musiedlak, dir., *Les expériences corporatives dans l'aire latine*, Berne, Peter Lang, 2010, pp. 67-102.

³⁶ R. Francis, Th. Maulnier, J.-P. Maxence, *Demain la France*, Paris, Bernard Grasset, 1934, p. 272.

³⁷ Ivi, pp. 275-276.

³⁸ Sur cette figure essentielle du corporatisme agricole, G. Gros, *Le corporatisme de Louis Salleron*, in O. Dard, dir., *Le corporatisme dans l'aire francophone*, Berne, Peter Lang, 2011, pp. 49-63.

³⁹ Sur Warnier, se reporter à R. Boulat, *Jacques Warnier, itinéraire d'un patron corporatiste des années 1930-1950*, in *Le corporatisme dans l'aire francophone*, cit., pp. 95-118.

réforme majeure de l'Etat qui s'en suit. Dans une allocution prononcée au début de 1935, Maulnier met nettement les choses au point en présentant la monarchie comme «la dernière chance de la liberté» contre la «dictature». Il s'en prend successivement aux «ligues nationales» pour déplorer de constater chez elles que «la restauration nécessaire de l'autorité, de la nation, de l'Etat prend trop aisément la forme d'un fascisme français, d'un hitlérisme français». Et l'auteur de *La crise est dans l'homme* de préciser les choses: «Il y a dans le racisme allemand et surtout dans le fascisme italien un souci de sauver certaines valeurs que nous respectons et que la démocratie détruit». Mais ce *satisfecit* initial est immédiatement suivi d'une condamnation où pointe le maurrassisme de l'auteur: «il n'en reste pas moins qu'ils sont profondément démocratiques par l'intérêt qu'ils portent aux valeurs de masse, par le consentement et l'exaltation collective sur lesquels ils se fondent et qui font d'eux des "démocraties unanimes"». Une ligne de démarcation semble ainsi marquée sous la plume du principal théoricien de la Jeune Droite quant au fascisme qui est rejeté au nom d'un antidémocratisme profond, un antidémocratisme entendu comme le refus principe de la loi du nombre et de l'acceptation de l'ère des masses; un élitisme qui est un des marqueurs originels du maurrassisme qui, face à d'autres sensibilités du nationalisme français, en a refusé les penchants ligueurs et plébiscitaires ou, pour le dire plus simplement, bonapartistes.

Ce choix de Maulnier n'est pas celui de l'ensemble de la Jeune Droite. Sur fond d'avènement du Front populaire et d'interdiction par ce dernier des ligues nationalistes en 1936 comme de polarisation de la situation de la situation internationale (de la guerre d'Ethiopie à la guerre d'Espagne puis aux graves crises de 1938-39) la tentation fasciste est présente dans la Jeune Droite, marquée selon le mot de l'historien Raoul Girardet par une «imprégnation fasciste». Elle n'est pas la seule touchée si on songe à la «dérive fasciste» bien connue de dirigeants des forces de gauche françaises⁴⁰. *Demain la France* ne se contentait pas d'être un programme mais invitait à «organiser l'insurrection»⁴¹. On a vu que Maulnier y consacrait au final peu de temps. Jean-Pierre Maxence a choisi pour sa part un engagement politique direct en adhérant à la Solidarité française, une des ligues nationalistes présente au soir du 6 février et qui a compté des morts parmi ses membres. L'organisation est en crise à l'automne 1934 et Maxence ambitionne de lui

⁴⁰ Ph. Burrin, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery*, Paris, Seuil, 1986.

⁴¹ Francis, Maulnier, Maxence, *Demain la France*, cit., p. 424.

faire remontrer la pente pour donner un débouché militant aux thèses et aux objectifs de *Demain la France*. Le «plan stratégique» fixé dans le volume en vue de la «révolution prochaine» était limpide: «Il faut mieux passer son temps à étudier la géographie des quartiers, le plan des bureaux de poste ou des ministères qu'à fixer les détails de l'organisation communale ou la composition des assemblées représentatives de demain»⁴². L'examen des activités de Maxence entre avril 1935 où il rejoint la ligue et sa présentation aux élections législatives d'avril-mai 1936 contre Eugène Frot, ministre de l'Intérieur en 1934 et «fusilleur» du 6 février où il finit en quatrième position avec 4,8% des suffrages contre 57% à l'ancien ministre, réélu sans difficulté au premier tour, illustre le fossé entre les intentions proclamées et les pratiques effectives. Au cours de toute cette année, Maxence a continué de faire ce qu'il savait faire, à savoir parler dans des réunions publiques et écrire. Mais il s'est avéré incapable de mettre sur pied une force politique. A la veille de l'avènement au pouvoir de Léon Blum, le bilan de la Jeune Droite peut être considéré comme celui d'un échec. Elle peut s'appuyer sur des revues qui se succèdent les unes aux autres. Ainsi, en janvier 1936, le mensuel «Combat», dirigé par Fabrègues et Maulnier a remplacé «La Revue du XX^e siècle» qui a périclité en 1935. On y retrouve les mêmes signatures que dans les publications précédentes auxquelles s'agrègent de jeunes rédacteurs comme le géographe Jean-François Gravier ou le futur écrivain Claude Roy, l'équipe se réunissant chaque mardi à la brasserie Lipp. Ajoutons encore l'importance du quotidien «L'Insurgé» qui paraît de janvier à octobre 1937 et qui, selon les termes bien choisis de Nicolas Kessler, «reprend en les exacerbant» les «thèmes de prédilection de la Jeune Droite»: «vociférations antibourgeoises, anticomunisme viscéral et surtout rejet sans appel de la démocratie libérale»⁴³. On peut y ajouter l'antisémitisme, attisé par l'avènement au pouvoir de Léon Blum. Faut-il voir dans un tel cocktail l'expression d'un fascisme français? Zeev Sternhell répond par l'affirmative concernant «Combat», y voyant «un laboratoire d'idées au rayonnement considérable» (il ne faut rien exagérer sur ce dernier point) et «l'un des exemples les plus frappants, les plus instructifs, les plus révélateurs [d'un] état d'esprit» fasciste⁴⁴. A lire en parallèle «Combat»

⁴² Ivi, p. 19.

⁴³ Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite*, cit., p. 377.

⁴⁴ Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, 4^e édition augmentée, Paris, Gallimard, 2012, p. 543.

et «L'Insurgé», diverses constatations se font jour. La première est de souligner, après Jeannine Verdès-Leroux que ces hommes sont d'abord «contre»⁴⁵ et qu'ils peinent à dépasser le stade de l'imprécation. Par ailleurs, la prise en compte du contexte extérieur et l'examen des références étrangères mobilisées sont instructifs ainsi que l'a montré Nicolas Kessler en soulignant que si certaines d'entre elles (Léon Degrelle, José Antonio Primo de Rivera) sont très présentes durant les premiers mois de 1937, s'opère ensuite un «revirement saisissant»⁴⁶ marqué par la disparition de ces références, des articles critiques sur les idéologies fascistes ou nazie, doublées, pour le compte de cette dernière par la mise en avant par les jeunes droitiers catholiques (Fabrègues) de l'encyclique *Mit Brennender Sorge* qu'il analyse dans «Combat» en mai 1937. Cette mutation observable à travers l'évolution de «Combat» se retrouve dans la revue «Civilisation» lancée par Fabrègues avec Gabriel Marcel en avril 1938. Cette publication, la dernière d'importance de la Jeune Droite des années trente marque un changement de ton, un retour aux sources catholiques des années vingt et une déprise de la dimension politique dans le propos de ses rédacteurs. Et ce, à l'heure même où d'autres figures de la Jeune Droite poursuivent et accentuent leur engagement fasciste dans un hebdomadaire au rayonnement autrement plus conséquent, *Je suis partout*, qui est alors la tribune privilégiée par Robert Brasillach ou Lucien Rebatet. Ce dernier, adepte de la ligne d'un «fascisme international» prôné par «Je suis partout», proclame «que vienne enfin le temps de l'action» et dénonce en retour dans un chapitre célèbre de son pamphlet *Les Décombres* (1942) son expérience maurassienne assimilée à «l'inaction française».

4. *Conclusion.* De la fin des années vingt au Front populaire, la Jeune Droite peut être considérée comme un laboratoire idéologique de premier plan des relèves françaises des années trente dont elle a nourri le versant spiritualiste à partir de différentes thématiques. L'antidémocratie, le corporatisme et la relation aux fascismes comptent parmi les principales mais on ne saurait négliger toute l'importance des controverses liées à l'Amérique et à la machine. A travers ses auteurs, quelques essais marquants et ses revues, la Jeune Droite réussit durant les années trente développer et de diffuser ses

⁴⁵ J.e Verdès-Leroux, *Refus et violence. Politique et littérature à l'extrême droite des années trente aux retombées de la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, p. 84.

⁴⁶ Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite*, cit., p. 393.

idées par la parole et par la plume. Elle est donc lue et commentée même si on soulignera qu'elle peine, comme les autres relèves, à toucher un public large. Comme ses homologues et à l'exception des relèves technocratiques qui ont su faire valoir leurs qualités d'expertise et satisfaire une demande de la classe politique en la matière, la Jeune Droite s'avère incapable de réussir à passer du stade du discours à celui de l'action concrète. Cet échec, qui n'est pas sans rappeler ceux de l'Action française quand elle a entrepris en 1919 ou en 1924 de se présenter aux élections et dont les plumes jeunes droitières connaissaient cependant bien les limites est instructif des limites de l'entreprise de la Jeune Droite et de sa relation à la société française. En conséquence, que l'on prenne en compte le profil de ses acteurs ou de ses supports comme la portée des réceptions de ses prises de positions, l'histoire de la Jeune Droite ressort clairement d'une histoire politique et culturelle des élites. Cette histoire n'en a pas moins marqué les années trente françaises et on pourrait même ajouter au-delà. Car si les espoirs des relèves des années trente s'abiment à la veille de la guerre dans ce qu'Alexandre Marc a qualifié de «carence des "non-conformistes"» en leur lançant en juin 1938 un appel vibrant mais sans grand écho à «l'union ou la mort»⁴⁷, la Seconde Guerre mondiale et la défaite ne signifient pas la fin de l'histoire de la Jeune Droite. Nicolas Kessler la fait se prolonger jusqu'en 1942. On pourrait aller au-delà et souligner que l'occupation et la Révolution nationale furent un moment de choix et de recomposition pour une Jeune Droite française dont une majorité des figures s'inscrit dans la défense de l'Etat français en prenant les rênes de la revue «Idées» tandis que d'autres, à commencer par l'équipe de «Je suis partout», se veulent les fers de lance d'un fascisme français acquis à la collaboration et à «l'Europe nouvelle». Et ajouter enfin que cette histoire connaît des prolongements bien après 1945 puisqu'un Thierry Maulnier est une des plumes majeures du «Figaro» des décennies durant.

⁴⁷ Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, cit., pp. 265-270.